

RÉCHAUFFER LA BANQUISE

Le bulletin pour tropicaliser la Gauche

• FEVRIER 2005 • N U M E R O 32 •
• L E S P U B L I C A T I O N S D U C A C T U S •

Europe : le NON se construit dans la « gauche multiple »

❖ EDITO

Par Jean-Luc Gonneau

*Cela démarre lentement, dans les torpeurs hivernales, après de lourdes fêtes, dans une population dont les sondologues s'accordent à trouver qu'elle a le moral plutôt dans les chaussettes. La tribune libre de **François Lucas** en est un reflet. Mais les signes se multiplient. L'« appel des 200 » initié par la Fondation Copernic a facilité la création de comités locaux pour le non, près de 300 à ce jour, qu'ils se réclament ou non de « Copernic ». Des socialistes qui ont choisi le non résistent aux très insistantes pressions, aux menaces, aux insultes parfois, de certains de leurs « camarades », que ce mot même semble effaroucher (ainsi va le révisionnisme social-libéral : « lutte des classes » ne fait pas chic, out ; « travailleur » est d'un vulgaire, dehors ; maintenant vient le tour de « camarade », qui ne sent plus très bon). A l'initiative d'Attac, dont les adhérents ont voté à plus de 80% pour le non, le ban et l'arrière-ban de la gauche anti-libérale se sont rencontrés. Nous y étions et **João Silveirinho** nous en dit un peu plus que quelques mots.*

*Nous sommes aussi heureux que des socialistes continuent la bataille du Non. C'est le cas de PRS, animée entre autres par Jean-Luc Mélenchon, de Démocratie et Socialisme, animée par Gérard Filoche, et de militants individuels ou constitués en petits groupes. On trouvera dans ces pages le témoignage de l'un d'entre eux, **Olivier Liétard**, amer, mais combatif. Et **Emmanuel Dupuy**, **Diane Le béguec** et **Emmanuel Saussier**, qui expliquent pourquoi ils disent Non, se réjouissent au passage de la présence de socialistes dans la bataille.*

C'est au cours de cette réunion que nous avons eu cette sensation de « gauche multiple » : autour de la table se retrouvaient communistes et trotskistes, naguère irréconciliables, altermondialistes brevetés d'ATTAC et de la Confédération Paysanne, José Bové en tête, syndicalistes, politiques et associatifs, alternatifs en tous genres et guindés MRC, socialistes pour le non et républicains de diverses tribus, dont la CNGR, très positive. Que de traditions, d'histoires, de filiations politiques différentes. Mais, même si les désaccords ne s'évanouissent pas, même si les nuances sont infinies, même si tel ou tel, pour des raisons tactiques ou autres ne participeront pas à des initiatives communes, ce qui dominait, c'était un accord sur l'essentiel : le libéralisme conduit à la perte nos sociétés, nos valeurs, et ne nous ouvre aucune perspective. Il suffirait peut-être de bien peu de choses pour construire une gauche anti-libérale conséquente.

Mais voilà, les boutiques sont les boutiques, ce que nous comprenons, et l'histoire de la gauche a créé bien des fractures, qui ne se résorberont pas miraculeusement. La gauche anti-libérale est donc

*multiple, nous ferons avec, bien obligés, mais plus que jamais travaillerons, modestement, à retisser les fils. Et le référendum à venir est une bonne occasion pour commencer. On retrouve dans les comités locaux la gauche multiple et là, où les enjeux d'appareil sont moins prégnants, nous sommes frappés par le plaisir, oui, le plaisir, que peuvent avoir les militants de si diverses organisations, et aussi des citoyens non encartés, à échanger et à travailler ensemble. S'il en reste quelque chose après le référendum, ce sera toujours ça de pris, et si ça permet au Non de l'emporter, ce sera tout bénéf'. Au passage, le projet de traité constitutionnel révèle aussi les ambiguïtés des centrales syndicales. **Mick et Paule** les exhortent à plus de clarté.*

*Pendant ce temps, le gouvernement continue son travail de sape : « réforme » de l'éducation, comme on l'a vu dans notre numéro précédent (**Jean-Michel Hureau** remet le couvert dans ses humeurs et s'occupe aussi du dérapeur borgne), réforme de la santé, et nous reprenons dans ce numéro un **manifeste de médecins généralistes**, hausse programmée des tarifs du téléphone qui frappera les plus modestes et qu'épingle **Sylvain Ethiré**, tandis qu'on prétend régler les problèmes de l'immigration en instaurant des quotas : après les ressources matérielles du Sud, voilà qu'on va piller ses ressources humaines. **Pierre Henry** nous dit ce qu'il en pense : du mal. Et des parlementaires de la majorité lobbyent plus ou moins discrètement, **Chritine Boutin** sur l'avortement par exemple, ce qui conduit **Catherine Deudon** à remettre les pendules à l'heure sur ce sujet C'est le règne du mépris, que nous dénonçons plus loin. Et le **Professeur Zigounoff** évoque les mânes de Raoul Vanegem pour épingler Giscard*

Bonnes lectures !

❖ LA LIGNE : GOUVERNER, C'EST MEPRISER ?

Par Jean-Luc Gonneau

Voici quelques années, Action et Réflexion pour le Changement Social (ARCS), une association qui s'est malheureusement mise en sommeil, avait, lors de son colloque autour de la notion de pouvoir, attiré l'attention sur le mépris qui l'accompagne trop souvent.

Ces dernières années, nos gouvernants, de droite comme de gauche, n'ont pas failli à cette tradition. Etait-ce autre chose que du mépris, cette demeurée fameuse réplique de Lionel Jospin à des travailleurs menacés de licenciement par une firme pourtant prospère : « je n'y peux rien » ? On pourra plutôt y voir un aveu d'impuissance, mais peut-on, si on gouverne, se réfugier derrière l'impuissance ? Si on ne peut rien, on se retire, sinon, c'est, d'une certaine façon, mépriser ou sa fonction, ou celles et ceux qui vous y ont porté.

Mais au moins Jospin avait-il le mérite d'une certaine sincérité. Ce n'est évidemment pas le cas d'un Jacques Chirac lorsqu'il accumule ses mirobolantes promesses sans suites. Et un titre récent dans la presse, à la une du *Figaro*, un jour ou deux avant le début des grèves et

manifestations des salariés des services publics, illustre lumineusement ce que peut être le mépris d'un gouvernant. Voici ce titre : Jean-Pierre Raffarin : « Je mesure l'inquiétude des fonctionnaires ». On peut imaginer ce brave Raffarin sortant son double mètre et commençant à mesurer à tout va. Ce que l'on devine, c'est que ce bon Raffarin mesure surtout sa trouille vis-à-vis des mouvements à venir. Ce qui éclate, c'est que la formule veut laisser penser que ce cher Raffarin est sensible aux revendications des agents de l'Etat, alors que chacun sait qu'il n'est disposé à n'en entendre aucune. Pas un fonctionnaire n'a gobé le semblant de compassion de cet affable Raffarin souhaitait « communiquer », car c'est bien de cela qu'il s'agit. Et, comme souvent, le grand communicateur auto-proclamé se prend les pieds dans le tapis.

D'autres n'ont pas les prétentions à la subtilité toute relative du premier ministre. Renaud Dutreil, par exemple, glose sur l'inutilité et l'inefficacité des fonctionnaires dont il est le ministre devant un parterre de patrons ronronnant d'aise, et allant jusqu'à leur indiquer comment on pouvait traiter certains « problèmes de sureffectifs » (« on désigne un cabinet de consultants et on applique leurs recommandations »), ce que ces patrons savent

depuis longtemps, mais Dutreil a voulu montrer qu'il était à la hauteur de leurs bassesses. Le même, dans la même réunion, soupire cependant : « le problème, c'est que les français aiment leur service public ». Ah, que la vie de ministre est dure, avec des français pareils. Le mini-napoléon de l'UMP ne fait pas dans la dentelle non plus, question mépris. Il y a beaucoup de chômage ? C'est dommage. Trop de bas salaires ? C'est dommage. Les patrons ne gagent pas assez ? C'est dommage. Les prix sont trop élevés ? C'est dommage. Sarkozy serait bien capable d'aller manifester le samedi avec la CGT et le dimanche avec le Medef. Mépris de tous, sauf de soi.

Qu'on ne croie pas que le mépris soit l'apanage des sphères gouvernantes ou aspirant à l'être : on le voit poindre à tous les étages de la vie politique, au sens large de vie de la cité. Petits chefs imbus de leur maigre pouvoir, militants éruçant si on n'est pas de leur avis, sans se donner la peine d'étayer le moins du monde une position sur un raisonnement. Dans le débat actuel sur le projet de constitution européenne, le mépris pèse de tout son poids. Il y a dans ce débat trois positions cohérentes : celle des libéraux, que ce texte satisfait, celle des souverainistes, que le principe même de constitution, voire d'union, européenne révulse, et celle des anti-libéraux, que le contenu de la constitution conduit à un refus. Le reste est sophisme ou hypocrisie, dont le mépris est un ingrédient indispensable. Le récent débat à l'intérieur du Parti Socialiste fut à cet égard édifiant : les partisans du Non parlaient du texte, ceux du oui du contexte, et la majorité des adhérents qui, comme la majorité des français, n'avaient pas lu le texte, a compté les points. Il est toujours plus aisé de voguer dans les contextes (flous, sujets à de multiples interprétations) que sur des textes, dont l'interprétation est bien sur possible, mais de façon beaucoup plus limitée.

Peut-on gouverner sans mépris ? L'exercice est difficile, avait répondu l'ARCS, les tentations multiples, les bavures inévitables, mais c'est la dignité du politique de s'y essayer. A cette aune, nos actuels gouvernants sont indignes.

❖ L' AIR DES QUOTAS

Par Pierre Henry

Le président de l'UMP vient de relancer, après d'autres, le débat sur l'instauration de quotas en matière d'immigration. Il est nécessaire, dit-il, que la France choisisse et ne subisse plus son immigration. Pour faire bonne mesure, il ajoute que l'immigration étant aujourd'hui du domaine de compétence de trois ministères, il convient de tout regrouper en un seul ministère de l'immigration.

Il y a en France comme dans la totalité des pays européens des migrations qui obéissent à plusieurs logiques et à plusieurs instruments juridiques internationaux. C'est le cas des migrations au titre de l'asile. Par essence, un pays signataire de la Convention de Genève ne peut choisir parmi les persécutés s'adressant à lui et remplissant les conditions des critères de la Convention.

C'est encore le cas des migrations qui s'opèrent au titre du regroupement familial pour les personnes qui demeurent légalement dans notre pays. C'est un droit inaliénable que de vivre en famille. Pour prendre les dernières statistiques connues, celles de 2003, sur les 136 000 entrées officielles de ressortissants non communautaires près de 90 000 l'ont été au titre du regroupement familial et 11 000 au titre de la convention de Genève.

Alors de quoi parle-t-on ? D'augmenter le volume des entrées (un peu plus de 6 000 en 2003) au titre de l'immigration de travail ? Et de choisir plutôt des cadres que des ouvriers, ce qui, en fait, est déjà largement le cas ? Certaines nationalités, voire ethnies, plutôt que d'autres ? Dans un pays qui compte près de quatre millions de chômeurs et titulaires de minima sociaux je souhaite bonne chance à ceux qui vont expliquer que nous devons avoir recours à une augmentation de la main d'œuvre non communautaire, conséquence de la pénurie nationale.

Je n'insiste pas davantage, au delà de l'argument moral, sur l'insécurité du monde que l'on accroît par le pillage des cerveaux originaires des pays en développement. C'est là le plus sur moyen d'approfondir les inégalités

Nord Sud, la misère, les extrémismes et la... migration clandestine.

Enfin le président de l'UMP n'ignore pas que 200 000 personnes déboutées du droit d'asile sont présentes sur notre territoire en toute connaissance des pouvoirs publics. Un réexamen des dossiers de ces requérants s'impose au plus vite.

Nul n'a intérêt à entretenir la confusion. Il conviendra pour l'avenir d'éviter l'amalgame entre immigration, asile, regroupement familial sauf à vouloir définitivement tourner le dos à nos engagements internationaux. Et puisque le projet du candidat de la gauche au deuxième tour de l'élection présidentielle devra traiter de cette question, il est d'ores et déjà préférable pour les républicains sociaux de parler de politique de migrations plutôt que d'immigration.

Nicolas Sarkozy jette de la poudre de perlimpinpin sur les braises du feu qu'il allume. C'est une méthode de communication dont il va abuser. Espérons que cela ne deviendra pas en 2007 une méthode de gouvernance à la tête de la France.

Pierre Henry est Directeur Général d'une Organisation Non Gouvernementale.

❖ LE DROIT A L'AVORTEMENT EST UN PROGRES PAR RAPPORT A L'AVORTEMENT CLANDESTIN

Par Catherine Deudon

L'avortement perdure et on retrouve le même nombre d'avortements trente ans après la loi de 1975 déplore Christine Boutin (Le Monde du 18.01.05 : « L'IVG un recours toujours actuel ») Elle oublie juste une petite chose : c'est que l'avortement aujourd'hui se fait dans des conditions légales qui n'ont plus rien à voir avec les avortements clandestins. Pendant cette période des femmes mouraient, souffraient de séquelles, et celles et ceux qui les aidaient étaient menacé-e-s de prison. L'avortement d'aujourd'hui n'est donc en rien comparable à celui d'hier. Ce n'est pas une « soi disant libération », mais une véritable libération, un vrai progrès.

Christine Boutin qui prétend vouloir dépasser le « ni pour , ni contre » nous parle tout de même d'un « ordre moral contraceptif » culpabilisant dans une société dont « l'orientation est eugéniste » Le grand mot qui fait peur est lâché : « eugénisme ». On ne voit pas en quoi le choix privé d'interrompre une grossesse dans une société démocratique aurait quoi que ce soit à voir avec l'eugénisme. On y avorte pas autoritairement tel ou tel en fonction de critères, de race, de sexe, de handicap, de couleurs d'yeux, etc par décret d'Etat, ou de coutumes (avortant les filles plutôt que les garçons sans que jamais aucune religion, ni les anti IVG ne protestent).

Mieux accueillir les femmes désirant un enfant pourquoi pas. Encore faudrait-il se garder d'interdire, ou de culpabiliser l'erreur, ou l'ambivalence, quel que soit le choix des femmes candidates à l'avortement pour des raisons diverses qu'aucune société idéale ne pourra empêcher.

Quant à l'information contraceptive il reste encore beaucoup à faire pour l'améliorer pour les deux sexes, et à promouvoir la pilule du lendemain. Ce n'est actuellement pas le cas. Trop de culpabilisation plane encore sur la contraception, et l'avortement, les moyens modernes de maîtriser sa vie, son corps, sa sexualité au mieux, malgré les accidents, les sentiments indécis, qui font partie de la liberté humaine, de sa complexité, de sa difficulté. La dramatisation culpabilisante de la contraception et de l'avortement est disproportionnée : le « pour » n'est pas égal au « contre ». On peut même se demander ou est le « pour » dans le texte de Christine Boutin , car si elle indique que le professeur Nizan est « pour le droit à l'avortement » c'est à fin de mieux souligner et approuver ses commentaires négatifs sur la pratique contraceptive qui en est parfois fait. Et c'est bien tout pour le pauvre « pour ». C'est en somme un pour qui est contre, un pour emprunté qui lui évite de se prononcer elle-même. Madame Boutin ne serait-elle pas qu'un peu jésuite ?

Vive la liberté d'enfanter, vive la liberté d'avorter, et de se contracepter (y compris pour les hommes) vive la liberté de non-maternité

provisoire ou définitive. Comme de refuser la paternité.

Et, non, définitivement non, aux intégrismes religieux qui tentent leur come-back contre les idéaux toujours vivants de : Liberté, Egalité, Fraternité de notre République Laïque. Les uns cherchant à voiler leurs femmes et les imposer dans l'école laïque, les autres d'interdire à nouveau l'avortement et la contraception pour soumettre les leurs.

Catherine Deudon est auteure de «Un mouvement à soi» (ed. Syllepse)

❖ TRIBUNE LIBRE* : UN DU PS QUI A DIT NON

Par Olivier Liétard

Adhérent "prosaïque" (il n'y a guère de parti plus crédible, ici comme ailleurs) du PS depuis ce printemps, j'ai voté Non comme 40 % de mes camarades stéphanois le 1er décembre. Et cela malgré les alertes à la rupture du PS... que dis-je ! *Surtout* parce que je la voulais, cette rupture, entre des vieux croûtons manipulateurs (Kouchner comme Fabius) et une base militante qui se désole de voir son parti reparti (c'est le cas de le dire) pour un remake de la grande erreur du 21 avril : jeter tous les Français du NON dans les bras démagogues et/ou extrémistes de Le Pen ou de Laguiller.

Le référendum national sur ce Traité promet un nouveau camouflet pour les "élites" du PS - tant mieux - et une nouvelle honte pour la France, celle d'un vote de défiance récupéré par Le Pen. J'ai surtout voté Non après avoir subi le discours moralisateur d'Harlem Désir, venu dans la Loire m'accuser de voter main dans la main avec Le Pen. Cet individu ne se rend pas compte que c'est lui - et toute sa bande d'aveugles - qui me force maintenant la main. Bien sûr que je voterai Non lors de l'échéance nationale. A côté de Le Pen, mais pas avec lui. Et bien que sachant d'avance que Le Pen instrumentaliserait mon vote à son profit.

Je suppose que cela fait moins mal à Harlem de voir son Oui instrumentalisé par Chirac et Sarkozy. Et après, il s'étonnera une fois encore de la dérive des votes populaires ! Monsieur Désir, faute de grives, bien roses, le peuple, pour

survivre, mange des merles bien noirs, en se bouchant le nez.

Maintenant que Hollande a fait le ménage (pauvre Valls), les choses sont claires. Le PS est reparti pour la honte. A noter : Fabius est toujours numéro 2 ! Bien sûr, c'est lumineux ! Il a rendu un fier service à ses grands copains. Ils savaient que les Français en général et les militants du PS le détestaient. Lui pensait que c'était parce que "tous les premiers de classe sont détestés". Fabius semble avoir oublié que les culots assis près du dernier radiateur, qui ne se réveillent que pour foutre la merde dans la classe, sont encore moins appréciés de cette dernière. Mais bon, chacun le déteste à sa façon. Alors, comme il appelait au Non, ses potes savaient très bien qu'il attirait ainsi 5 à 10 % d'hésitants vers le Oui, simplement par rancœur. Bien joué. A noter aussi que Jospin, avec ses gros godillots pour le Oui, s'est fait, lui, vertement remballer. La haine à son égard est si grande qu'il aurait risqué de rendre le Non majoritaire. Adieu Jospinette, retourne à Cintegabelle et ferme là une bonne fois pour toutes. Le ménage est donc fait au PS. Le devoir moral des "exclus" serait de provoquer la scission. On les attend donc tous, ceux du Nouveau Monde, du NPS, d'ici et surtout d'ailleurs. Pour le moment, à part quelques murmures (merci Mélenchon), ça me paraît plutôt calme. Au PS, on ne se refait pas. Au contraire, on refait inlassablement les mêmes erreurs. Rendez-vous pour la deuxième baffe.

Celle-là sera encore plus sévère. On ne chipotera plus pour quelques pourcents. Cela nous rappellera peut-être les raisons pour lesquelles le bobo Kerry s'est fait étaler par le populiste Bush. Erreur grossière de stratégie. A force de cirer les pompes de toutes les minorités, en croyant bêtement que toutes ensemble elles font une majorité, la gauche s'égare et s'étale. Elle ferait mieux d'aider vraiment tous ceux qui veulent travailler proprement et vivre sainement : elle est là, la majorité absolue.

Olivier Liétard est consultant en énergies

**Les tribunes libres n'engagent pas la responsabilité de la rédaction*

❖ LES HUMEURS DE JMH

Par Jean-Michel Hureau

Bas le masque!

Le Pen nous montre de nouveau ouvertement son vrai visage : raciste, antisémite, négationniste, bref néo-nazi. « L'occupation allemande n'a pas été particulièrement inhumaine, même s'il y eut des bavures ». Tu parles, t'as vu la gueule de la bavure ? Sur Oradour : « Il y aurait beaucoup à dire ». Est-ce que les historiens, ou du moins les vrais, auraient oublié quelque chose ? « Si les allemands avaient multiplié les exécutions massives, il n'y aurait pas eu besoin de camps de concentration ». Mais non, imbécile, ça faisait trop de monde et ça aurait consommé trop de munitions ! Bien sûr que la Gestapo a protégé la population ! Pardi ! C'est qu'il avait fait des efforts de présentation pour racoler des voix. Mais là, on ne joue plus. Le naturel a repris le dessus. Tu t'es démasqué Le Pen ! Il ne reste plus qu'à demander confirmation à Lucky Luc Ferry que l'extrême-droite n'est plus antisémite !

La nouvelle École libérale sauce Fillon

La loi d'orientation sur l'École de François Fillon inscrit définitivement l'Éducation Nationale dans un cadre libéral européen. Avec pour objectifs, 100% de jeunes qualifiés et 50% de diplômés du supérieur, elle se veut très ambitieuse alors que celui de 80% d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat n'est encore pas atteint. Qu'il fixe la recherche de la qualité et de connaissances de base est une bonne chose en soi, mais encore faudrait-il s'en donner les moyens. N'oublions pas que 80 000 postes seront supprimés en 2005. L'objectif de l'École sauce Fillon sera essentiellement de préparer les jeunes à trouver un emploi et devra répondre aux besoins économiques de la France et de l'Europe. De ce fait, elle devient un instrument au service des entreprises. Bien sûr que l'École doit assurer aux jeunes un niveau de formation le plus élevé possible afin de leur permettre une insertion professionnelle la plus efficace et la

plus épanouissante. Qui oserait dire le contraire ! Mais on balaie ainsi des années d'éducation à la citoyenneté.

Non, Monsieur Fillon, l'École n'est pas une marchandise au service du patronat. Le rôle primordial de l'École est de former des citoyens libres et indépendants capables de penser par eux-mêmes. L'École est un service public donc au service du public. À cet effet, il ne serait pas inutile que vous relisiez, ou que vous lisiez tout simplement, quelques ouvrages d'Henri Peña-Ruiz ou de Charles Coutel. Allez, Monsieur Fillon, pour votre prochaine fin de semaine de détente, une petite lecture d'une centaine de pages, qui devrait être à votre portée. C'est de Charles Coutel et ça s'appelle : « Que vive l'école républicaine ! ». Peut-être cela vous inspirerait-il dans vos prochaines réflexions pour un autre concept du rôle de l'École. Mais, sans doute, n'avons nous pas non plus la même idée de la République !

❖ TELEPHONE : LES LOQUEDUS VONT PASSER A LA CASSEROLE

Par Sylvain Ethiré

Le *Canard Enchaîné* a démonté le médiocre meccano avant les partis de gauche, toujours en retard d'un métro. *Libé* a embrayé, avec la modération qui sied depuis belle lurette à un ancien chine de garde du prolétariat devenu chien de garde d'autres intérêts. L'annonce des hausses tarifaires de France Télécom, depuis bénie par l'ART, agence « indépendante » (de quoi ? de qui ?) en charge de la « régulation » (par rapport à quoi ?) des télécommunications a donc suscité quelques réactions, dans une océan ouaté. Rappelons les données : 23% de hausse de l'abonnement, soit la hausse pour tous et plein pôt. 26% de baisse (annoncée) des communications. T'y gagnes 3% ? Seuls les gogols de service vont avaler une plaisanterie de cet acabit. Il paraît que notre directeur de la publication bien aimé parle du mépris dans ce numéro, il pourrait ajouter cet épisode au feuilleton. D'une part, seuls peuvent y gagner les dépendants du téléphone (et encore, nos ados, moins cons qu'on ne le dit, ont compris depuis longtemps qu'internet était moins cher pour les bourses parentales que le téléphone pour faire passer les prurits logorrhéiques que

nous avons, avouons-le, plus ou moins connu astaj'la) ou les entreprises. Ceux qui vont y perdre à tout coup sont les ménages à budget étriqué, qui limitent leurs communications à leurs maigres moyens.

Et si on lit ce qui est écrit en tout petit, on s'aperçoit de plus (merci les assocés de consommateurs, vigilantes sur ce coup là) que les communications de courte durée, de loin les plus fréquentes, vont, elles, augmenter. Monsieur Bouton, président de France Télécom, dont la feuille de paye le dispense de réfléchir à ces menus détails, est décidément dans la lignée des dirigeants qui se succèdent dans cet auguste fauteuil ; faux culs et compagnie. Son prédécesseur, Michel Bon, peut être rassuré à ce sujet, l'un et l'autre ayant ou ayant eu de plus et par ailleurs un objectif apparemment prioritaire : permettre aux hauts cadres de ce qui fut, naguère, un service public, de se goinfrer de stocks options. Les pauvres, eux, n'auront qu'à se débrouiller. Après tout, l'abonnement à France Télécom sera toujours inférieur, après la hausse, à 10% du RMI. Ajoutons, pour les franciliens, une carte orange à 15% du RMI en zone 1, un loyer à 80% du RMI pour une misérable chambrette, et il ne reste pas de quoi mettre le jambon entre les tranches de pain qu'on ne peut plus s'acheter. Allons, allons, Sylvain, me dirait le camarade Strauss-Kahn (ou Sarko, ou Bayrou, pas camarades, eux, mais interchangeable), c'est du Zola, ce que tu nous dis là. Bin oui, c'est Zola 2005. N'importe qui siégeant aux commissions d'aide d'urgence des bureaux d'aide sociale de nos mairies sait cela.

❖ CHRONIQUES CHRONIQUEUSES GENIALES DU PR. ZIGOUNOFF : RECHAUFFER VANEIGEM

Par Georges Michel

Tout est question de cosmogonie, camarades. Nous aimons bien les iconoclastes, c'est salubre et certain, mais à chacun sa cosmogonie. Et la nôtre se doit d'être autant plus claire que celle de Giscard et ses amis ressemble beaucoup trop à cette représentation filmique ouf de la préhistoire (moins le jeu des hypothèses de vraisemblance) minutieusement analysées ex cathédra dans une longue dissertation télévisée d'un sérieux tragi-comique

trop insoutenable. Bien sûr, dans le meilleur des mondes depuis *Homo sapiens*, rue Choron on eût retiré des fenêtres le beau linge des Bernier et descendu à mi-mât le drapeau des farceurs, pour bien marquer le départ inopiné du professeur au wahalla bête et méchant de ceux qui ne lisent plus Charlie Hebdo.

Encore beaucoup trop à faire. Dénoncer avec vigueur la rumeur pernicieuse selon laquelle la banquise se réchauffant plus vite que prévu, et la culture des cactacées donnant des résultats inespérés, nous serions sur le point de faire une offre généreuse (pour ne pas dire salvatrice) à Résistance sociale, le magazine qui nous fait partager l'intimité des stars.

Par contre le Vaneigem nouveau¹ qui vient à peine d'arriver chez moi est plein de choses situationnistes fort bien tournées, sans relent de pensée unique ni parfum de fraise des bois ! En 4^e de couve, un slogan pour Valéry et la Star Ac du quai Conti ? *"Notre combat n'est plus de survivre dans une société de prédateurs mais de vivre parmi les vivants"*. Enfin ça ou profiter pour les fêtes - avec les lecteurs du journal *"Le Monde"* - d'un beau livre en couleurs pour découvrir *"...l'originale et délicieuse cuisine afghane"*.

Il faut dire qu'avec la distance, la récupération de ceux qui continuent à arracher les pavés sans jamais trouver la plage est bien plus transparente qu'elle ne l'a jamais été de près : l'après-mai se résume maintenant assez chichement : une photo de Cartier-Bresson, des affiches, calembours, slogans, tue-mythes tout verts. Sentiment désagréable près de deux dumas² plus tard, qu'il doit bien y avoir autre chose. Et en ce moment, il semble bien qu'à moins que nous nous agitassions sérieusement sur ce référendum de projet de constitution européenne Giscard, faudra tout recommencer, mais en plus se faire Berlemont, une fois. Pourrait-on alors compter sur Cohn-Bendit et Geismar? Il est permis de s'interroger. Encore des Correspondances ! Ce n'est pas que

¹ Raoul Vaneigem *Pour l'abolition de la société marchande pour une société vivante* ISBN 2-7436-1305-X Editions Payot & Rivages

² Unité dérivée ; 1 dumas = vingt ans ; synonyme : un après-trop-tard

coïncidence et besoin ailourophile de toujours retomber sur ses pieds.

Les questions de Raoul trouvent une table de résonance dans les formulations vagues ou creuses du texte de Giscard. L'un semble s'attacher à remettre en question tout ce que l'autre s'efforce d'édulcorer. Nous avons certes la mesure de ce qui nous attend face "*au monde des affaires qui prétend nous gouverner*" ... "*Le mécontentement est partout et les solutions nulle part*", en fait, c'est pratiquement le projet de constitution européenne Giscard. Avec l'arrogance qui sied envers des adversaires « *à qui nul ne pourra reprocher d'avoir fait la révolution à moitié, puisqu'ils ne songent même pas à l'entreprendre*". Mais sans doute Vaneigem place-t-il là une allusion au ... "*socialisme consommable, dont les démocraties de supermarchés assuraient la vente promotionnelle*". Sinon difficile de voir à qui ou à quoi il pourrait bien faire allusion.

On peut poursuivre jusqu'à satiété le petit jeu bête et méchant des citations ciblées et divinatoires, philosopher en profondeur sur le fait touchant que Raoul Vaneigem a publié en 2002 un ouvrage dont chapitre après court chapitre constitue une réfutation de bien bonne tenue de Valéry et des siens, de leurs pompes et de leurs œuvres. Assez peu porté sur les conclusions mystiques, je ne vois aucune force prémonitoire dans l'analyse de Raoul. Par contre il me semble difficile d'ignorer à quel point les arguments sont nombreux et les horizons multiples qui concourent à nous encourager à prendre les choses en mains : exiger par référendum l'abandon non pas de l'Europe, mais de la constitution européenne telle que la voit Giscard et les siens, le baron et le camp des nantis.

La défaite du projet Giscard est loin d'être une utopie, surtout si en y travaillant nous développons aussi de solides arguments pour la solution de rechange républicaine, laïque et démocratique. Nous avons largement les moyens de nous voter une autre Europe. Suivons donc Raoul (titre 4 page 125 de l'édition de poche) : "*La création d'un style de vie inaugure l'abolition de la société marchande par la société vivante*". Il y aura

toujours ceux qui croient au ciel et ceux qui n'y croient pas, et ceux qui rêvent de château à particule et ceux qui payent un loyer de HLM. L'essentiel est sans doute que l'on cesse la réduction absurde des gens à ce qu'ils possèdent. Les nantis sont minoritaires. Qu'on les encerle, faute de les avoir noyés à la naissance !

❖ EUROPE : SAVOIR DIRE NON !

Par Emmanuel Dupuy, Diane Le Béguet et Emmanuel Saussier

Lorsque plusieurs dirigeants du Parti socialiste ont franchi le pas, expliquant pourquoi le projet de Traité constitutionnel n'était pas à la hauteur de l'ambition européenne de la France, ils ont naturellement réconcilié autour de leurs positions tous ceux qui, au-delà de leur parti, se reconnaissent dans une gauche républicaine, laïque et européenne.

Car le traumatisme créé, il y a douze ans de cela, par les résultats ô combien serrés du référendum de Maastricht a eu pour effet de biaiser et de caricaturer à l'extrême le débat politique, comme s'il n'était d'autre alternative qu'entre un souverainisme conservateur - qu'il soit de droite ou de gauche - et une marche aveugle vers l'idéal européen. Comme s'il n'était pas permis de s'arrêter, entre nous, un instant, afin de regarder notre carte, de consulter notre boussole et de nous interroger : sommes-nous sur la bonne voie ? Vers quelle Europe nous dirigeons-nous véritablement ?

Cette absence délibérée de débats, cette crainte de toute remise en cause, aidée en cela par une pensée dominante particulièrement vive à dénoncer ce qui lui est hostile, n'a pas empêché de faire des choix majeurs. Mais elle a privé les citoyens, théoriquement les premiers bénéficiaires de l'idéal européen, d'en prendre la mesure, d'en comprendre les enjeux et, surtout, de donner leur opinion souveraine. Car, entre l'approfondissement, tellement cher à François Mitterrand, et l'élargissement qu'il redoutait, la décision a été prise sans que l'on ne puisse rien en dire. L'Europe a changé de nature ? C'était inévitable, ce n'est que le sens de l'Histoire, passez votre chemin !

Les décisions ont déjà été prises, elles n'étaient pas forcément mauvaises, mais il faut aujourd'hui en tirer les conséquences. En dix ans, l'Europe a profondément changé et l'avenir est plus que jamais riche de ses possibles. De quelle Europe voulons-nous désormais ? D'un grand continent-marché, cette vaste zone de libre-échange qui, peu à peu, s'ouvrirait à d'autres voisins « géographiquement » proches, à défaut d'être « philosophiquement » membres d'une même communauté, ou d'une véritable Europe de projets, qui permettrait de construire enfin une Europe volontariste, politique et solidaire ?

Ce projet de Traité constitutionnel, en noyant des dispositions essentielles dans une interminable suite d'articles accessoires, en sapant cette « Europe puissance » à laquelle nous aspirons par des références explicites à l'OTAN, en rendant quasiment impossible le développement de coopérations renforcées, en conditionnant l'émergence véritable d'une politique étrangère et de sécurité commune à des coopérations structurées devenues aveuglément conditionnées par une compilation d'intérêts extra-communautaires, en proclamant le principe de cohésion tout en conditionnant son financement à un vote à l'unanimité, en empêchant, de *facto*, les possibilités d'augmentation du budget européen, constitue, en tout état de cause, un véritable recul de l'idée européenne. Surtout, ce projet dans lequel il avait été placé tellement d'espoirs n'est en définitive qu'une série d'occasions manquées. Que dire de la « résignation » quasi unanime des Conventionnels, à l'exception notable de Pervenche Berès, face à un texte qui a largement été remanié au cours de la CIG de juin dernier, aux grés d'intérêts sectoriels qui ont une fois de plus sacrifié la reconnaissance de droits sociaux, pourtant chèrement reconnus comme tels avec l'adoption de la Charte des Droits fondamentaux ?

Le passage à 25 dont on aurait dû faire une chance n'y est synonyme que de difficultés, de contraintes, de paralysie. Qu'en sera-t-il demain, à plus de trente ? Le dépassement de l'Europe marché ne s'impose qu'à travers quelques formules qui se révéleront bientôt

extrêmement difficiles à mettre en œuvre. Et encore, les objectifs fixés à la Banque Centrale Européenne n'ont-ils même pas été complétés ! Cette Europe-là n'est assurément pas celle dont nous rêvions.

Notre génération, bercée par les avancées fondamentales d'un moteur franco-allemand consolidé, par l'ancrage de la solidarité Nord-Sud dans et au-delà du continent européen, par l'idée d'une identité stratégique européenne jumelle d'un lien transatlantique rééquilibré, cette génération-là peut-elle se satisfaire des arguments de la résignation et du défaitisme, qui n'hésitent pas à invoquer le risque du retour en arrière voire d'un chaos généralisé... A l'échec de la CED en 1954 a pourtant bien succédé le traité fondateur de 1957 !

Un « non » partagé par beaucoup de citoyens français et chez nombre de nos voisins, sera ainsi générateur de cette même énergie constructive, qui a permis, « pas à pas », de proposer le mieux disant et non accepter à l'aveugle, voire par délégation à ceux qui prétendent maîtriser les enjeux cachés de la construction européenne. Cette dernière ne pourra se faire, *in fine*, que par la reconnaissance de la suprématie de la souveraineté populaire qui fonde la démocratie et ancre la République, comme garante des droits et devoirs des citoyens.

Faudrait-il donc accepter, malgré tout, ce traité constitutionnel, en se berçant du vague espoir de perfectionnements à venir, ou se donner les moyens de se battre pour notre ambition européenne ? Faut-il s'empêcher de dire « non », de peur que l'on nous croie incapables de dire « oui » ? Faut-il se résigner à un mauvais acquis au motif que le meilleur demandera bien du courage et bien de la ténacité ? Les convictions qui sont les nôtres, républicains progressistes, exigeants et volontaires, attachés au projet d'une Europe puissante, démocratique et solidaire ne sauraient laisser place à l'ombre d'une hésitation. Et aujourd'hui, en faisant le choix de la discussion, en confrontant l'ampleur de leur ambition à des craintes légitimes, en affirmant avec force l'urgence du débat et l'importance de leur décision, ceux qui portent le non au sein du

Parti socialiste et ailleurs renouent avec l'idée que nous nous faisons de la politique.

Ils ont plus que notre estime, ils ont notre soutien et connaissent notre détermination à ancrer l'idéal républicain, essentiellement fondé sur la liberté de choix, au cœur du débat européen. Nous serons à leurs côtés, pour répondre à cette interrogation fondamentale : êtes vous pour un projet européen partagé, car assimilé, ou pour un simple ensemble quantitatif, statistique, géographique, bref une « chimère » aux yeux des vrais enjeux qu'offrent la complexité du monde ?

Emmanuel Dupuy est Secrétaire Général de l'Union des Républicains Radicaux (U2R), Diane Le Béguec, ancienne Secrétaire Générale du Pôle Républicain, et Emmanuel Saussier, Président de l'Union des Jeunes Républicains (UJR).

❖ SYNDICATS ET EUROPE : LA PRUDENCE EST-ELLE TOUJOURS BONNE CONSEILLERE ?

Par Mick et Paule

FO critique vertement le projet de traité constitutionnel européen, mais ne donnera vraisemblablement pas de consigne de vote. La FSU l'étrille, mais ne donnera pas de consigne de vote, sans exclure de participer à des initiatives pour un autre projet européen. La majorité des fédés de la CGT est hostile au projet, mais la direction confédérale résiste des quatre fers pour appeler à voter non, ce qu'elle avait pourtant fait au moment du traité de Maastricht. Le camarade Thibault aurait-il été charmé par les sirènes du PS qui lui avaient chanté une si jolie chanson lors du dernier congrès de ce parti ? La CFDT se distingue, comme elle en a pris la –mauvaise- habitude. Pour elle, ce sera oui. Après son attitude calamiteuse sur la réforme des retraites, rien de bien étonnant.

On comprend qu'un syndicat se doive de respecter les opinions de l'ensemble de ses adhérents. Mais, franchement, hein, comment expliquer aux masses laborieuses que l'on prétend représenter qu'on sort des textes virulents contre le projet de traité constitutionnel sans en tirer les conséquences ? C'est du genre « nous, on vous a dit ce qu'on en pensait, hein, maintenant, faites ce que vous

voulez ». Bien sur qu'on fera ce qu'on voudra, mais il y a un peu beaucoup de Pilate, là-dedans, non ? Allez, camarades syndiqués, encore un effort !

❖ NOUVELLES DE LA GAUCHE ET DE LA GAUCHE ! : REFERENDUM : ATTAC ATTAQUE (DOUCEMENT)

Par João Silveirinho

A l'initiative d'ATTAC, a eu lieu le 12 janvier au siège de cette organisation pour envisager la campagne pour un Non anti-libéral au projet de traité constitutionnel européen.

Etaient présents, outre ATTAC (Nikonoff, Cassen, Dessenne...), des syndicats – Syndicats Solidaires (Khalkfa), la FSU, la Confédération Paysanne (J. Bové, Dufour...) – des mouvements de la société civile – Fondation Copernic (Salesse, Debons), AC !, Association pour l'annulation de la dette du tiers-monde, UFAL (Clarke) – et des organisations politiques : Alternatifs (Boislaroussie), CNGR (Carassus, Gonneau, également là au titre du Cactus Républicain/La Gauche !), LO, Convergences citoyennes (Cours-Salies,...), LCR (Krivine, Aguirre), MARS (Coquerel, Naudy, Pessin-Garric), MRC (Quinqueton), PC (Gau,...), PRS (Delapierre, Corbières, Voisin), Parti des Travailleurs (Gluckstein,...).

Copernic, la LCR et le MARS ont plaidé pour une coordination nationale pour un Non de gauche. A l'autre extrémité des positions, LO a indiqué qu'elle refusait toute organisation commune (à se demander pourquoi le camarade lutteur ouvrier avait fait le déplacement de Montreuil), et le PT, comme d'hab', a indiqué qu'il n'était pas mandaté pour se prononcer. La CNGR a proposé, via Pierre Carassus, des initiatives communes : intervention conjointe auprès du gouvernement, du CSA et des médias pour garantir une information objective (et non pas à sens quasi unique comme c'est le cas aujourd'hui) et, via Jean-Luc Gonneau un « centre de ressources » (argumentaires, graphismes, slogans, intervenants). PRS a indiqué qu'ils ne pourraient se joindre à un collectif, mais qu'ils sont disponibles pour répondre positivement à propositions d'interventions publiques. ATTAC a

manifestement l'intention d'engager une campagne autonome importante, mais souhaite travailler aussi avec d'autres. Le MRC a été très discret. Le PC aussi, tout en approuvant le principe d'une démarche commune. José Bové a insisté pour que « le non ne soit pas triste » ce que la Banquise approuve vivement.

Nous avons remarqué, quand même, une certaine réserve du PC, qui n'a sans doute pas renoncé à prendre la tête de la campagne anti-libérale pour le Non, et du MRC, pour lequel il ne saurait sans doute y avoir d'autre leader du Non que Jean-Pierre Chevènement, l'activisme de Copernic, qui a peut-être en tête la même idée, et de Krivine, qui espère, pour la LCR, se refaire un santé à travers les comités locaux. ATTAC, pourtant organisatrice de la réunion, formula elle-même peu de proposition et se montra hostile à une formulation d'un « Non de gauche », préférant un Non anti-libéral.

Chargée de proposer un projet de communiqué commun, ATTAC s'est acquittée de cette mission. Ce projet, que nous ne divulguerons pas avant sa parution définitive, est un texte court qui reprend la démarche proposée par Pierre Carassus auprès du gouvernement, du CSA et des médias indiquée plus haut.

Ce projet, à l'heure où nous écrivons ces lignes, a reçu l'accord, outre bien sur ATTAC, des Alternatifs, d'Alternatives Citoyennes, du Cactus Républicain/La Gauche !, de la Confédération Paysanne, de la CNGR, de Convergences Citoyennes, de la LCR, du MARS, du MRC, du PCF, de PRS, de l'UFAL et...du PT, après quelques épisodes croquignolets lors d'une seconde réunion. D'autres signatures, notamment syndicales, sont espérées dans les prochains jours.

Il a été créé une liaison internet, prémisses à un « centre de ressources » entre les participants signataires. Une invitation des adhérents et sympathisants des organisations signataires à rejoindre ou à former des collectifs ou comités locaux ouverts, la création évoquée d'un « comité de liaison » et le principe d'une grande manifestation festive en fin de campagne sont restés en suspens, mais seront à nouveau

examinés, une nouvelle réunion étant prévue en février.

❖ LA CONTRE-REFORME DU SYSTEME DE SANTE : UN TISSU DE MENSONGES

Par Sandrine Buscail, Philippe Foucras, Christian Lehmann, Philippe Le Rouzo, Franck Wilmart et Martin Winckler

A l'heure où le Ministre de la Santé va parader sur les ondes pour expliquer qu'il a présidé à la signature d'un accord historique sur le « médecin traitant », à l'heure où va se mettre en place une gigantesque campagne de communication de nature à persuader le public que le but poursuivi est la sauvegarde de l'Assurance-Maladie solidaire, **que peuvent faire les acteurs de terrain que sont les généralistes pour alerter l'opinion** et révéler que derrière les effets d'annonce dont ce gouvernement s'est fait le spécialiste en matière de cohésion sociale, la réalité nue est toute autre ?

Ce qui sera dit aux patients, c'est qu'un nouveau système de santé se met en place, un système vertueux qui les engage à choisir un médecin traitant, essentiellement un généraliste qui les soignera et les aidera à accéder de manière coordonnée aux avis des spécialistes si cela est nécessaire.

Ce qui sera dit aux patients, c'est que ce système mieux coordonné va générer des économies, et permettre de sauver la Sécu.

Ce qui sera caché aux patients, c'est que s'est déroulé lors de ce simulacre de négociation entre le proconsul nommé par le pouvoir en place et les syndicats médicaux les plus opposés à une vraie réforme du système de santé, **le dépeçage en règle de la Sécu.**

Ce qui sera caché aux patients, c'est que les économies virtuelles chiffrées et attendues ne seront jamais au rendez-vous, car **aucun moyen n'a été donné aux généralistes pour s'acquitter de la fonction administrative supplémentaire qui leur est dévolue.** Au point que le système du médecin référent, un système de coordinations de soins autofinancé, optionnel, volontaire, choisi depuis 1997 par près de 8000 médecins et de 1.5 millions de

patients, associant rémunération forfaitaire pour les généralistes en échange d'une bonne tenue du dossier et d'une formation médicale indépendante des firmes pharmaceutiques, et tiers-payant pour les patients, a été volontairement détruit par les signataires de cette contre-réforme.

Ce qui sera caché aux patients, c'est que les « négociations » ont moins abordé les réelles difficultés de notre système de santé, que les augmentations tarifaires des spécialistes. Aussi justifiées qu'aient pu être les revalorisations des spécialistes de secteur 1 dont les honoraires étaient bloqués depuis de nombreuses années, on peut s'interroger sur le fait que les généralistes, dans leur ensemble, n'obtiennent rien, rien d'autre que la possibilité de pratiquer un abattage à la pièce en voyant disparaître les systèmes de rémunération forfaitaire qui pour la première fois valorisaient le travail fait hors-consultation (coordination des soins, actions de prévention et d'éducation, formation médicale indépendante, mise à jour des dossiers et des bases de données informatiques, amélioration des pratiques...).

Ce qui sera caché aux patients, mais qu'ils découvriront rapidement, **c'est que cet accord** signé entre les syndicats de spécialistes et le porte-parole du gouvernement sous l'égide du Ministre de la Santé et des ses conseillers issus de ces mêmes syndicats de spécialistes, **ne met pas en place le système du médecin traitant, mais son contournement. Car une fois les généralistes, faute de moyens, mis dans l'impossibilité de faire fonctionner le système coordonné, l'accès direct au spécialiste sera facturé avec dépassement d'honoraires généralisé.**

Au nom d'une mythique « unité du corps médical », le Ministre a déjà salué cet accord comme la première convention signée depuis dix ans. Alors qu'une convention médicale spécifique aux généralistes a existé pendant toutes ces années, qui les a vus s'investir massivement, malgré les difficultés, dans la maîtrise des outils informatiques, la formation continue, la prise en charge de pathologies complexes, la prescription en génériques puis en DCI, génératrice d'économies pour la

Sécurité Sociale comme pour les mutuelles, et donc pour chaque patient, car l'augmentation des dépenses de prescription est l'une des causes majeures d'augmentation de tarif des mutuelles.

Mais cet accord ne concernait que les généralistes, les spécialistes de secteur 1 étant mal défendus, et les spécialistes à honoraires libres refusant de s'investir dans ces accords. Ici le mépris des hommes politiques issus du sérail pyramidal de l'édifice médical rejoint la logique ultralibérale : **le patient doit enfin comprendre que la santé est devenue une marchandise comme une autre ; il doit savoir, obsession des économistes libéraux « combien ça coûte ? », et sortir le chéquier doit devenir pour lui une habitude en passant dans la salle de consultation, quand certains rêvaient encore de prise en charge sanitaire solidaire, égale pour tous.**

Cette contre-réforme libérale n'offre aux généralistes aucune perspective hormis la course à l'acte, nez sur le guidon. A l'heure où la médecine générale est enfin reconnue comme une spécialité à part entière à l'Université, cette contre réforme pose comme principe la supériorité de la médecine d'organe, de l'homme morcelé, sur la médecine générale, médecine de l'homme considéré dans sa globalité.

Aux jeunes généralistes, elle fera office de repoussoir. Confrontés à la difficulté de l'exercice quotidien, à la désertification des campagnes par tous les acteurs de santé (généralistes, infirmières, kinésithérapeutes), à la disparition du système du médecin référent qui correspondait en partie à leurs attentes de sortie du seul paiement à l'acte, ils donneront la préférence à des postes salariés ou s'installeront ailleurs en Europe, dans des pays où les politiques savent quelle est la spécificité du médecin généraliste, la prise en charge du patient dans sa globalité, sur le long terme, et non la distribution de bons pour accès au spécialiste.

Aux patients, elle réserve toute sa cruauté, avec la mise en place d'un accès aux soins dépendant des revenus.

A l'industrie pharmaceutique, elle offre un boulevard : entre des généralistes pressurés dont tous les efforts de prescription raisonnée n'auront servi qu'à réévaluer les spécialistes, et des spécialistes à honoraires libres parmi les plus opposés à la prescription hors-marque (DCI et génériques), **le coût réel des médicaments va exploser.**

Au final, il faudra constater l'échec de cette contre-réforme, en faire porter la responsabilité aux lampistes que sont les généralistes, et ouvrir la porte aux assurances privées, d'un air désolé, en disant que la Sécu, bien malade, n'a pu être sauvée. Les communicants du Ministre sauront très bien faire.

Ce Manifeste peut être consulté et signé en ligne à www.manifeste-sante-mg.org

Premiers signataires du Manifeste, Sandrine Buscail est Présidente du Syndicat National des Jeunes Médecins Généralistes, Philippe Foucras est médecin généraliste, fondateur du Formindep, collectif "pour une formation médicale indépendante au service des seuls professionnels de santé et des patients", Christian Lehmann et Martin Winckler sont médecins généralistes et romanciers, Philippe Le Rouzo est Président du Syndicat Départemental des Médecins Généralistes du Morbihan MG56 et Franck Wilmart est médecin généraliste en milieu rural

❖ TRIBUNE LIBRE* : IL YA DES JOURS...

Par François Lucas

Il y a des jours où pourtant tout devrait bien aller et puis voilà qu'un type, stupidement, se plaint des carences ou des lenteurs de l'Etat, cette fois ci c'était un suédois et au journal télé. Et çà, c'est très agaçant. Toute l'Europe, « au nom des peuples » veut moins d'Etat, c'est ce que racontent les politiques, de droite comme de gauche, si on est à droite « on privatise » si on est à gauche « on ouvre le capital », moins de fonctionnaires, moins d'impôts, privatiser les entreprises publiques etc. Et qu'est-ce qu'il se passe quand il y a le moindre pet de travers: comment ! Mais que fait l'Etat? Il ne va pas assez vite, il ne met pas assez d'argent, etc. Qu'il s'agisse des agriculteurs, des médecins, des camionneurs, on devrait pouvoir lister un grand nombre de corps de métiers qui, après avoir hurlé pour le libéralisme, se retournent vers l'Etat pour résoudre les problèmes. Même le patronat, qu'on ne peut pas considérer comme gauchiste, demande en permanence la diminution des taxes, la diminution des

dépenses de l'Etat et demande... des aides de l'Etat.

Le problème, c'est que comme on a forcé l'Etat à se débarrasser des entreprises qui lui rapportaient de l'argent, donc que l'Etat n'a plus un sou, que les dernières entreprises publiques ont vendu ou vont vendre leur patrimoine immobilier, que les politiques n'ont plus le moindre pouvoir, puisqu'ils ne peuvent même pas baisser la TVA sur la restauration sans l'aval de Bruxelles, que la présumée « Constitution » si elle est approuvée va amplifier le phénomène, il restera assez peu de place pour une discussion raisonnable sur l'avenir de l'Etat entre l'Europe communautaire et l'OMC tandis que le monde entier ne sera qu'un immense marché pour le bénéfice d'une petite minorité.

Les irresponsables qui laissent faire les délocalisations découvriront un jour qu'il n'y a plus de clients parce que ceux-ci n'ont plus d'argent, qui réclament qu'il y ait moins de fonctionnaires découvriront que les fonctionnaires devenus salariés privés sont délocalisés au Maroc en Tunisie en Inde ou ailleurs et donc n'achètent plus ce que font fabriquer les industriels français dans des pays dits « en voie de développement ». Les chefs d'entreprise découvriront qu'eux mêmes se retrouveront chômeurs, parce que dans cette jungle qu'ils ont souhaité, il n'y a pas de place pour les petits et que seuls les super gros réussiront. Quand il sera trop tard, ces irresponsables viendront encore pleurer auprès d'un Etat qui n'existera plus. Parce que le libéralisme et la libre concurrence, ce n'est pas l'égalité des chances, c'est "les gros mangent les petits", les absorbent ou les étranglent. Voyons les telecoms: vous connaissez beaucoup de petits opérateurs? Seuls les gros survivent. Qu'on ne vienne surtout pas nous expliquer que c'est dans l'intérêt du client, parce que le client est d'abord un salarié, et s'il perd son boulot de toutes façons, il n'est plus consommateur, alors ou est son intérêt, même si les prix baissent grâce à une main d'œuvre surexploitée et sous payée? Reportage sur la Chine: un fabricant de chaussettes, les employés payés 60 euros par mois, la paire de chaussette à 0,30 euros; elle est vendue combien en France?

Alors, un peu de cohérence dans la démarche serait la bienvenue. Il faut un Etat qui puisse veiller sur ses citoyens, pour ça il faut qu'il ait des moyens, il faut qu'il puisse faire pression, Un ministre de l'industrie se plaint des délocalisations de centres d'appels, mais combien de centres d'appels d'entreprises publiques ou sous contrôle de l'état sont actuellement délocalisés ? Le même ministre aurait sans doute pu interdire, entre autre, à France Télécom, encore majoritairement détenu par l'Etat, de délocaliser ses centres d'appels en Tunisie. Quand il se plaint que des renseignements soient facturés et qu'il dit « nous allons réfléchir pour que les premières minutes soient gratuites », il devrait savoir que c'est techniquement peu probable. Ce serait exemplaire que les services publics, la SNCF, par exemple, utilisent un 0800 et pas les autres paliers, mais on pourrait aussi le demander aux assurances et à quelques services phares qui vous font écouter la 5^{ème} de Beethoven pendant plusieurs minutes, parce que le signal de réponse étant transmis l'argent tombe. Si on ne veut pas qu'un jour, tout explose parce que ce sera la seule solution offerte à une jeunesse démotivée et aux abois, il faudra bien que tout le monde mette les actes en accord avec le discours.

Savoir que la bourse à Paris ou à Francfort monte ou descend en fonction des indices de la consommation des ménages américains prouve dans quelle dépendance est l'Etat, impuissant face aux « investisseurs » spéculateurs, aux fonds de pensions anglosaxons et bientôt français, dont les trois quarts auront disparu dans 20 ou 30 ans. Et comme l'Etat ne sera plus là pour garantir la retraite, il faudra se remettre ou rester au travail jusqu'à ce que mort s'en suive, ou aller à la «soupe populaire» : c'est beau le progrès, voir ce qui se passe au Royaume-Uni.

Enfin bref, en ce moment il y a de quoi vraiment s'énervé, espérons qu'on ne laissera pas passer notre chance de bloquer un processus stupide en votant massivement au référendum contre le projet de constitution européenne.

**Les tribunes libres n'engagent que leurs auteurs*

❖ PETITES ANNONCES CLASSEES

Réchauffer la Banquise recrute toujours des journalistes intervieweurs/euses, grand(e)s et petit(e)s reporters, designers, dessinateurs... Pas trop sérieux ne pas s'abstenir. Aucune rémunération n'est envisagée à première vue, ni à deuxième. A perte de vue, on verra.

❖ SI RECHAUFFER LA BANQUISE VOUS INTERESSE...

Il y a plusieurs façons de contribuer à faire vivre ce bulletin, le futur site internet et nos idées. Si l'envie vous en prend, merci de nous renvoyer cette feuille à l'adresse indiquée dans l'ours, ou de nous écrire un p'tit courriel

Je souhaite continuer à recevoir **Réchauffer la Banquise**

Je souhaite aider à diffuser **Réchauffer la banquise**

J'adhère à l'association **CACTUS**, editrice de réchauffer la banquise et vous joins un chèque de 15 euros à l'ordre de **CACTUS REPUBLICAIN**

Je suis disposé(e) à collaborer à **Réchauffer la banquise**

Je souhaite recevoir les numéros précédents

Nom : Prénom :

Adresse :

Ville : CP :

Téléphone :

Courriel :

*Si vous ne souhaitez plus recevoir **Réchauffer la Banquise**, ce qui serait dommage, un p'tit courriel ou courrier, et hop, sitôt dit sitôt fait.*

*Elles/ils ont participé aux cafés-débats de **La Banquise** : Géraldine Biaux, Claude Boucher, Camille Cabral, Jean-Claude Fiemeyer, Jean-Luc Gonneau, Eric Halphen, Pierre Henry, Jeannick Le Lagadec, Michel Lefebvre, Fatiha Mlati, Temir Porras, Eduardo Olivares, Ismaël Omarjee, Ruy Rodrigues Da Silva, Marco Antonio Rodrigues Dias...,*

Géraldine Biaux, Danielle Bleitrach, Jean-Philippe Brunet, Michel Cabirol, Philippe Callois, François de la Chevalerie, Olivier Clerc, Fabrice Cohen, Daniel Cojean, François Colas, Fabienne Courvoisier, Jacques Decaux, Chantal Decosse, Jean-Michel Dejenne, Jean Delons, Catherine Deudon, Jean-Michel Dodd, Emmanuel Dupuy, Jean-Claude Fiemeyer, Gabriel Galice, Séverine Gille, Vincent Guillot, Eric Halphen, Pierre Henry, Georges Hervel, Jean-Marc Holleaux, Dominique Lacout, Nathalie Laillet, Diane Le Béguet Alain Le Dosseur, Jeannick Le Lagadec, Christian Lemasson, Olivier Liétard, Jacques Lombard, Loulou, François Lucas, Georges Michel, Fatiha Mlati, Michel Moine, Eric Mouron, Michel Naudy, Vincent Ortega, Jean-René Peltier, Michel Pillier, Michel Portal, Guy Ratane-Dufour, Roberto Robertelli, Ruy Rodrigues da Silva, Emmanuel Saussier, Jacques-Robert Simon, Patrick Trannoy, Louie Wyler, Olivia Zemor...,

Réchauffer la banquise

Publication : Jean-Luc Gonneau **Rédaction** : Joao Silveirinho **Éditorialiste** : Sylvain Ethiré **Conception** : Jean-Christophe Frachet **Humeurs** : Mick et Paule, Jean-Michel Hureau **Grande Reportère** : Florence Bray. **Dessins** : Michel Hulin.

Adresse et abonnement : Le Cactus Républicain - J.L. Gonneau - 3, avenue Vélasquez 75008 Paris

Courriel : jean-luc.gonneau@wanadoo.fr

Internet : <http://www.cactus-republicain.org>

Les manuscrits, pécis, buccoscrits, tapuscrits, électroscrits etc. reçus, publiés ou non, ne sont ni rendus ni échangés. On vous aura prévenus.

*Elles/ils écrivent pour **La Banquise** : Anne Alize, Elie Arié, Rémi Aufrère, Clémentine Autain, Gilles Bachelier, André Bellon,*

Attention ! notre site

**<http://www.cactus-republicain.org>
est en travaux. Un nouveau site tout neuf
tout beau bientôt !**

N.B. : l'ancien site, un peu dégradé, est consultable pour les amateurs d'archives